

L'Histoire et l'État actuel de la Demande directe au Japon

HASEGAWA Ken

日本における直接請求制度の歴史と現状

長谷川 憲

- I Introduction
- II L'histoire de la demande directe
 - 1) La création de la demande directe
 - 2) La promulgation de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale
 - 3) La réforme de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale
 - a) La délimitation de la demande
 - b) La création d'une procédure relative aux signature et à la disposition pénale
 - c) L'interdiction d'activité de recueillir des signatures au cours d'élections
- III L'état actuel de la demande directe
 - 1) Le modèle de la demande directe
 - 2) La condition et le fond juridique de la demande directe
 - 3) Le problème concernant la demande directe
- IV Conclusion

I Introduction

Le taux d'abstention de l'élection générale du conseil général de la ville de Tokio datant du 6 juillet 1997 s'élève de 59.2%. Au contraire, le taux du vote du référendum local en série¹⁾²⁾³⁾⁴⁾ commencé par celui de bourg de Maki s'est tout élevé très haut (88.3%), et résultat du vote a également montré le taux dépassant la majorité absolue (53.0%). Comme cela, après l'année de '90, le système de la demande directe surtout celui du référendum local attire le regard, pour nouvelle tentative de activer l'autonomie de la collectivité locale. La loi sur l'autonomie de la collectivité locale en vigueur institue, sous la démocratie indirecte, ① la demande de l'institution, ou la modification et la suppression

du JOREI, ② la demande du contrôle administratif, ③ la demande de la dissolution du conseil général et municipal, ④ la demande de la révocation du conseiller général et municipal, préfet et maire, et l'autre membre du comité administratif, en vue de mieux réaliser l'autonomie des habitants. Cette sorte du système de la demande directe n'existe pas au niveau de la politique nationale, mais elle est installée afin de mieux refléter la volonté des habitants, sous l'institution de la démocratie indirecte, à l'occasion de l'institution de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale en vigueur (la loi n° 67 du 17 avril 1947) lorsque la situation étant différente d'entre les représentants élus et la volonté des habitants a surgi.

note

- 1) Le bourg de Maki : le référendum local concernant l'installation de la centrale nucléaire, datant du 4 août 1996.
- 2) Le département d'Okinawa : le référendum local concernant le problème de la base militaire américaine, datant du 8 septembre 1996. Votant : 59.5%, Pour/électeurs : 53.0%.
- 3) Le bourg de Mitaké : le référendum local concernant la construction d'équipement de traitement des déchets industriels, datant du 22 juin 1997. Votant : 87.5%, Pour/électeurs : 69.7%.
- 4) La ville de Kobayashi : le référendum local concernant la construction du centre du traitement intermédiaire déchets industriels à l'est de la ville de Kobayashi, datant du 16 novembre 1997. Votant : 75.9%, pour/électeurs : 44.2%.

II L'histoire de la demande directe

Le système de la demande directe fut adopté, selon la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, comme un système de mieux refléter la volonté des habitants lors de la réforme de l'institution locale après la Guerre du Pacifique (la Seconde Guerre mondiale). L'instauration de la demande directe fut prescrite par la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, en même temps que l'établissement du règlement lié à décentralisation qui eut lieu au cours de la démocratisation des collectivités locales après la défaite de la Guerre du Pacifique (le 15 août 1945). Le processus historique est brièvement mentionné ci-dessous¹⁾²⁾.

1) La création de la demande directe

L'instauration du référendum local est établie de manière définitive dans la Constitution après avoir été prescrite par la loi sur l'autonomie de la collectivité locale mise en vigueur

au même moment que la Constitution de 1946, et cette institution tire son origine de la première réforme de 1946.

Après la défaite de la Guerre du Pacifique, le Grand Quartier Général des Alliés, ayant occupé le Japon, installa le Bureau du service civil en octobre 1945. Il demanda au Ministère de l'intérieur d'instituer le projet de réforme relatif à l'élection publique des préfets au mois de mars 1946 en même temps que l'institution du projet de réforme des départements et des communes.

Le Gouvernement proposa au mois de juillet 1946 à la Chambre des députés de Parlement impérial "le Projet de loi relatif à la réforme d'une partie de l'institution de la ville de Tokio", "le Projet de loi relatif à la réforme d'une partie de l'institution des départements", "le Projet de loi relatif à la réforme d'une partie de l'institution des villes", "le Projet de loi relatif à la réforme d'une partie de l'institution des bourgs et villages". Le ministre de l'intérieur, Monsieur OMURA exposa, en réponse à cette proposition, trois points ci-dessous ainsi que l'orientation radicale de la réforme des nouvelles collectivités locaux.

- ① renforcer l'autonomie ou l'indépendance de la collectivité locale,
- ② développer l'autonomie de la collectivité locale en faisant participer les habitants à la gestion d'administrative,
- ③ assurer l'impartialité d'exécution d'administration dans la collectivité locale.

Après la délibération à la Chambre des députés, ce projet fut modifié par le Grand Quartier Général et des partis politiques et adopté au mois d'août, fut définitivement adopté au mois de septembre, après son envoi à la Chambre des Pairs, et il fut enfin promulgué le 27 septembre 1946.

Selon la réforme, étaient reconnues quatre catégories relatives au droit de demande directe par électeurs, mentionnées ci-dessous.

- ① le droit de demander d'instituer le JORĒI (la loi locale) et le KISOKU (l'arrêté local) par les signatures de plus de 1/50 des électeurs (Il était décidé que le chef de la collectivité locale, présenterait cette réforme au conseil après l'avoir modifié dans le but de ne pas s'opposer à la demande directe des électeurs.).
- ② le droit de demander la révocation des préfets, des maires, des conseillers généraux et municipaux, par les signatures de plus de 1/3 des électeurs (Selon le projet gouvernemental, la révocation est approuvée après que le Ministre de l'intérieur ou le préfet l'ait examinée, malgré la modification concernant l'adoption, par les électeurs, du système de vote ordinaire, relatif aux préfets, maires, et conseillers généraux et municipaux.).
- ③ le droit de demander la dissolution des conseils généraux et municipaux, par les

signatures de plus de 1/3 des électeurs (Ainsi que la révocation, du pouvoir de dissolution confié au Ministre de l'intérieur, par le projet gouvernemental, malgré la modification liée à ce système de vote.).

- ④ le droit de demander le contrôle administratif par les signatures de plus de 1/50 des électeurs.

2) La promulgation de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale

En considérant, la première réforme sur l'instauration de la collectivité locale, le Grand Quartier Général a demandé une réforme radicale, du développement du droit de l'autonomie, de l'augmentation du pouvoir des conseils généraux et municipaux, et de la diminution du pouvoir de contrôle par le Gouvernement. En réponse à cette demande, le Gouvernement a instauré la Commission d'enquête sur la création de la collectivité locale afin de la présenter au Ministre de l'intérieur au mois de septembre 1946, et il a introduit la deuxième réforme concernant la collectivité locale.

Au mois de décembre de la même année, la Commission d'enquête a présenté au Ministre de l'intérieur son rapport où il projette d'abolir l'institution de la ville de Tokio, des départements, des villes, et des bourgs et villages, et d'instituer la loi sur l'autonomie de la collectivité locale. Le Ministre de l'intérieur ayant reçu le rapport, au mois de février 1974, a institué le projet de loi concernant cette l'autonomie, et au mois de mars de la même année, il fut présenté au Parlement impérial. Le Grand Quartier Général présenta alors l'avis de modification, qui reconnaît la demande de modification et de suppression du JOREI. Le projet de la loi était adopté à la Chambre des députés le 22 mars, et envoyé à la Chambre des Pairs. Là était présenté le projet de modification relatif à la dissolution du conseil général et municipal, et il fut adopté le 28 mars, promulgué le 17 avril, mis en vigueur le 3 mai, le même jour la mise en vigueur de la Constitution Japonaise de 1946.

Deux points contradiction, concernant tout ceci, sont présentés ci-dessous.

- ① En ce qui concerne la demande de l'institution, ou la modification et la suppression du JOREI

Dans le projet de la deuxième réforme, le Gouvernement a prévu de modifier la précédente, ainsi le projet de demande doit immédiatement être publié à l'occasion de la demande faite, la modification du projet par le chef de la collectivité locale n'est pas reconnue, et le résultat doit être donné au représentant de la demande et doit être publié. En outre, selon le Grand Quartier Général, lors de la délibération de la Chambre des députés, la demande de modification et de suppression du JOREI étaient reconnus.

- ② En ce qui concerne la dissolution du conseil général et municipal

Dans le projet du Gouvernement, la demande de dissolution des conseils généraux et municipaux (1)–(3) reconnue dans la première réforme n'était pas prescrite. En revanche, la Chambre des Pairs a décidé de la restaurer par conséquent, le droit de demander la dissolution du conseil général et municipal par électeurs s'ouvrait possible.

3) La réforme de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale

La loi sur l'autonomie de la collectivité locale fut réformée depuis lors à plusieurs reprises, et les trois réformes ci-dessous se réfèrent à la demande de l'institution, ou la modification et la suppression du JOREI.

a) La délimitation de la demande

Concernant l'institution, ou la modification et la suppression du JOREI, aucune délimitation n'existait au début. C'est ainsi que cette demande s'effectuait souvent au sujet des taxes sur l'électricité et le gaz, et c'était la raison pour laquelle était ajoutée la disposition de l'article 74 à 1948 : "sauf la demande concernant l'imposition et la perception de taxes locaux, et la perception de quote-part (répartition), de redevance et de droit", à partir de ce moment, il n'était plus possible de faire cette demande.

b) La création d'une procédure relative aux signatures et à la disposition pénale

Selon la réforme, concernant la procédure relative aux signatures, les trois articles ci-après étaient rajoutés, l'article 74 al. 2 : la justification des signatures, l'examen de la liste des signatures, la notification du nombre des signatures et le procès relatif à la signature, et l'article 74 al. 3 : la nullité des signatures, la comparution et le témoignage des intéressés, en plus l'article 74 al. 4 : la pénalité contre l'activité illégale de recueillir des signatures. Lors de la délibération au Parlement, l'avis de l'opposition était accordée car il représentait "la répression concernant interdiction de demande directe", malgré cela le Gouvernement a répondu que "les dispositions nécessaires étaient faites afin d'empêcher les abus", et elles étaient adoptées. Ces dispositions étaient également appliquées à l'autre demande directe avec la modification nécessaire.

c) L'interdiction d'activité de recueillir des signatures au cours d'élections

La disposition était ajoutée à l'article 74 al. 5 "en cas de l'alinéa 1, quand l'élection des députés, des sénateurs, ou des conseillers généraux et municipaux ou des maires, se déroule dans la zone de ladite collectivité locale, pendant la période fixée par le décret, le recueil des signatures pour la demande est interdite dans la zone où ladite élection se déroule". Le Gouvernement a répondu qu'il était abusif d'effectuer une visite dans chaque foyer ayant été interdite au cours de la campagne électorale, au nom de l'activité de recueillir des signatures de la demande directe".

En revanche, le parti socialiste et le parti communiste ont répondu que "[1] la délimitation n'était tolérable que parce que la demande directe était l'un des droits fondamentaux accordés aux habitants. [2] En revanche, grâce à la possibilité de recueillir les signatures concernant la demande directe lors des élections, les habitants peuvent réaffirmer cette présence. [3] La libéralisation de visite à chaque foyer doit par contre être réformée."

note

- 1) Conférez. TAWARA Shizuo, "Chihoujichihou (3^e édition)", juin 1986, pp. 22-47 et pp. 105-132.
- 2) Cf. La municipalité de Tokio, "Recueil et commentaire des JORÉïs au référendum local", Tokio, mars 1996, pp. 4-5.

III L'état actuel de la demande directe

1) Le modèle de la demande directe

Voici dix modèles¹⁾ relatifs à la mise en ordre de la demande directe pratiquée au Japon²⁾.

- ① la demande de l'institution, ou la modification et la suppression du JORÉï³⁾,
- ② la demande du contrôle administratif⁴⁾,
- ③ la demande de la dissolution du conseil général et municipal⁵⁾,
- ④ la demande de la révocation du conseiller général et municipal⁶⁾,
- ⑤ la demande de la révocation du préfet et du maire⁷⁾,
- ⑥ la demande de la révocation du préfet adjoint ou de l'adjoint au maire, du responsable trésorier ou du receveur municipal, du membre du comité électoral ou du commissaire du contrôle administratif, et du membre de la sécurité publique⁸⁾,
- ⑦ la demande de la révocation du membre du comité éducationnel,
- ⑧ la demande de la révocation du membre du comité agricole,
- ⑨ la demande de la révocation du membre du comité de l'aménagement marin et pêcheur,
- ⑩ la demande de la révocation du représentant de la zone à l'aménagement territorial.

2) La condition et le fond juridique de la demande directe

① et ② sont un système de l'initiative. Et le titre du demandeur de ①-⑦ sont celui d'électeur. Dans le cas de ①, il est fondé sur l'article 12 alinéa 1, 74, 74-2, 74-3 et 74-4 de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, et la demande est acceptée par le chef de la collectivité locale à la condition des signatures de plus de 1/50 des électeurs de la collectivité locale. Le conseil général et municipal est saisi de cette demande dans un délai

de vingt jours par le chef de la collectivité locale qui l'est acceptée. Le conseil général et municipal peut l'adopter par vote.

Dans le cas de ②, il est fondé sur l'article 12 al. 2, 75, 74-2, 74-3 et 74-4 de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, et la demande est acceptée par le commissaire du contrôle administratif à la condition des signatures de plus de 1/50 des électeurs de la collectivité locale. Le commissaire du contrôle administratif l'examine et rend compte d'un résultat au conseil général et municipal, le chef de la collectivité locale et le comité concerné.

③-⑦ sont un système de la révocation. Dans le cas de ③, il est fondé sur l'article 13 al. 1, 76, 77, 78, 79, 74-2, 74-3 et 74-4 de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, et la demande est acceptée par le comité électoral à la condition des signatures de plus de 1/3 des électeurs de la collectivité locale. La dissolution est décidée par le référendum local à la condition de la majorité absolue de vote.

Dans le cas de ④, il est fondé sur l'article 13 al. 2, 80, 82, 83, 84, 85, 74-2, 74-3 et 74-4 de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, et la demande est acceptée par le comité électoral à la condition des signatures de plus de 1/3 des électeurs de la circonscription électorale. La révocation est décidée par le référendum local à la condition de la majorité absolue de vote.

Dans le cas de ⑤, il est fondé sur l'article 13 al. 2, 81, 82, 83, 84, 85, 74-2, 74-3 et 74-4 de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, et la demande est acceptée par le comité électoral à la condition des signatures de plus de 1/3 des électeurs de la collectivité locale. La révocation est décidée par le référendum local à la condition de la majorité absolue de vote.

Dans le cas de ⑥, il est fondé sur l'article 13 al. 2, 86, 87, 88, 74-2, 74-3 et 74-4 de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale, et la demande est acceptée par le chef de la collectivité locale à la condition des signatures de plus de 1/3 des électeurs de la collectivité locale. Le conseil général et municipal est saisi de cette demande par le chef de collectivité locale. La révocation est décidée par le conseil général et municipal à la condition de plus de 2/3 de l'assistance des conseillers généraux et municipaux, et de plus de 3/4 de vote.

Dans le cas de ⑦, il est fondé sur l'article 13 al. 3 de la loi sur l'autonomie de la collectivité locale et l'article 8 de la loi sur l'organisation et la direction de l'administration éducationnelle locale, et la demande est acceptée par le chef de la collectivité locale à la condition des signatures de plus de 1/3 des électeurs de la collectivité locale. Le conseil général et municipal est saisi de cette demande par le chef de la collectivité locale. La révocation est décidée par le conseil général et municipal à la condition de plus de 2/3 de

l'assistance des conseillers généraux et municipaux, et de plus de 3/4 de vote.

⑧-⑩ sont un système de la révocation aussi, mais le demandeur est délimité. Dans le cas de ⑧, il est fondé sur l'article 14 de la loi sur le comité agricole, et la demande est acceptée par le comité électoral de la commune à la condition des signatures de plus de 1/2 des électeurs qui ont un droit sur l'élection du membre de comité agricole. Le comité électoral déclare l'acceptation de la demande et le mandat est annulé immédiatement.

Dans le cas de ⑨, il est fondé sur l'article 99 de la loi sur pêcheur, et la demande est acceptée par le comité électoral du département à la condition des signatures de plus de 1/3 des électeurs qui ont un droit sur l'élection du membre du comité de l'aménagement marin et pêcheur. La révocation est décidée à la condition de la majorité absolue de vote par des électeurs ci-dessus.

Dans le cas de ⑩, il est fondé sur l'article 24 de la loi sur l'aménagement territorial, et la demande est acceptée par le comité électoral du département ou de la commune à la condition des signatures de plus de 1/3 des participants. La révocation est décidée à la condition de la majorité absolue de vote par des participants ci-dessus.

3) Le problème concernant la demande directe

La demande de l'institution, ou la modification et la suppression de JOREÏ, elle est un système que des habitants peuvent prendre l'initiative pour instituer le JOREÏ, et elle porte un sens important au point de vue de "l'autonomie d'habitants", à l'exclusion des 3 limites ci-dessous. La première limite est ce que l'objet relatif aux impôts locaux est exclu. En ce qui concerne la limitation du droit des habitants comme contribuables, l'installation de la limite est bien critiquée par la doctrine⁹⁾. La deuxième limite est ce que ce système demeure à la présentation du projet du JOREÏ et à demander l'adoption, et la décision du projet dudit JOREÏ dépend de jugement des conseils généraux et municipaux. C'est la raison pour laquelle la probabilité d'adoption de cette demande est en réalité basse, et il se peut que le problème surgisse, si la volonté des habitants peut être tant ignorée. La troisième limite est la condition de la demande de recueillir des signatures de plus de 1/50 des électeurs. Il semble que cette condition soit en particulier une cause d'empêcher cette utilisation positive dans des grandes villes.

Le contenu de la demande se modifie selon la période, "à partir du 1964 à '68, étant principalement adopté, "le salaire du personnel de la fonction spéciale", "la rémunération des conseillers", etc., à partir du '69 au '73, remarquable dans le service d'assistance publique, "la gratuité de médecine pour la personne âgée", "la gratuité de médecine pour la nourrisson", "la prévention contre la pollution", etc., et après la dernière moitié des

années '70, "le JOREI pour la protection des consommateurs", "le JOREI pour le droit à l'ensoleillement", "le JOREI sur le référendum local dans un arrondissement relatif au candidat d'inspecteur d'éducation publique à l'arrondissement de Nakano", "le JOREI sur l'évaluation environnementale", "le référendum local relatif à l'installation de la centrale nucléaire", etc".¹⁰⁾.

Ensuite, en ce qui concerne la demande du contrôle administratif, ce système porte un sens compte tenu de la reconnaissance du pouvoir de réglementation en faveur des habitants concernant l'activité administrative illégale ou injustifiée. Cependant, le problème surgit semblable au cas de la demande de l'institution, ou la modification et la suppression du JOREI. Premièrement, étant donnée que ce système demeure au droit de demander le contrôle administratif, et le contenu du contrôle dépend définitivement de la discrétion des contrôleurs, la réalisation d'intention de la demande des habitants est douteuse. Et, secondairement, à cause de la condition de la demande de recueillir des signatures de plus de 1/50 des électeurs qui est différente de celle du contrôle des habitants étant effectuée comme la supposition préalable du procès des habitants, même si cette demande était faite, il y aura une difficulté d'utiliser positivement la demande.

À la fin, en ce qui concerne la demande de la révocation et la dissolution, ce système est celui qui essaie de réaliser directement la volonté des habitants à la modalité du référendum local, lorsque la demande était adoptée, étant différente de 2 autres cas. Par conséquent, elle peut être le moyen de la réglementation le plus fort à l'égard des chefs des collectivités locaux et des conseils généraux et municipaux ou conseillers généraux et municipaux, par habitants. Cependant, compte tenu de la condition de recueillir des signatures de plus de 1/3 des électeurs, la réalisation de cette demande est difficile dans des départements et dans des grandes villes jusqu'à présent, mais les succès de la demande existent relativement beaucoup dans des villes, dans des bourgs et dans des villages.

note

- 1) Cf. TUNOJIMA Yasuo et YAMAMOTO Yasuo "Chokusetsuseikyuseido no kaisetu" pp. 24-25.
- 2) Le nombre de la demande directe (le 3 mai 1947-le 31 mars 1992) (Cf. La municipalité de Tokio, op. cit., p. 19.).

	JOREI	Contrôle admin.	Dissolu- tion	Révoca- tion con.	Révoca- tion préf.	Révoca- tion fonc.	Somme Totale
Département (Tokio)*	118(82%) (4)	14(10%) (1)	5(3%)	1(1%)	4(3%)	2(1%)	144 (5)
Commune	1052(38%)	543(20%)	395(14%)	225(8%)	553(20%)	12(0.4%)	2780
Somme Totale	1170(40%)	557(19%)	400(14%)	226(8%)	557(19%)	14(0.4%)	2924

* le chiffre de Tokio est celui du 1^{er} avril 1976-le 31 mars 1992.

3) La demande de l'institution, ou la modification et la suppression du JORĒĪ (Cf. ibid.).

	pour	contre	autre	somme totale
département (Tokio)	3(3%)	92(78%) (4)	23(19%)	118 (4)
commune	107(10%)	815(78%)	130(12%)	1052
somme totale	110(9%)	907(78%)	153(13%)	1170

* le pour contient l'amendement.

* la demande de plus de deux JORĒĪs en même temps compte une seule.

* l'autre contient la demande de finir d'avoir seulement un certificat, celle du rejet et celle d'être à l'étude.

4) La demande du contrôle administratif (Cf. ibid.)

	acceptée	autre	somme totale
département (Tokio)	7(50%) (1)	7(50%)	14 (1)
commune	440(81%)	103(19%)	543
somme totale	447(80%)	110(20%)	557

* l'autre contient la demande de finir d'avoir seulement un certificat, celle de la rétraction et celle du rejet.

5) La demande de la dissolution du conseil général et municipal (Cf. ibid.)

	par vote	insuccès par vote	démission collective	autre	somme totale
département (Tokio)			4(80%)	1(20%)	5 (0)
commune	98(25%)	45(11%)	69(18%)	183(46%)	395
somme totale	98(25%)	45(11%)	73(18%)	184(46%)	400

* la démission collective contient la démission collective volontaire par la loi spéciale.

* l'autre contient la demande de finir d'avoir seulement un certificat, celle de la rétraction et celle du rejet.

6) La demande de la révocation du conseiller général et municipal (Cf. ibid.)

	par vote	insuccès par vote	démission collective	autre	somme totale
département (Tokio)				1(100%)	1 (0)
commune	64(28%)	15(7%)	43(19%)	103(46%)	225
somme totale	64(28%)	15(7%)	43(19%)	104(46%)	226

* la demande de plus de deux conseillers en même temps compte une seule.

* l'autre contient la demande de finir d'avoir seulement un certificat, celle de la rétraction et celle du rejet.

7) La demande de la révocation du préfet et du maire (Cf. *ibid.*)

	par vote	insuccès par vote	démission collective	autre	somme totale
département (Tokio)				4 (100%)	4 (0)
commune	85 (16%)	73 (13%)	118 (21%)	277 (50%)	553
somme totale	85 (15%)	73 (13%)	118 (21%)	281 (51%)	557

* l'autre contient la demande de finir d'avoir seulement un certificat, celle de la rétraction et celle du rejet.

8) La demande de la révocation du préfet adjoint ou de l'adjoint au maire, du responsable trésorier ou du receveur municipal, du membre du comité électoral ou du commissaire du contrôle administratif, et du membre de la sécurité publique (Cf. *ibid.*)

	par vote	insuccès par vote	démission collective	autre	somme totale
département (Tokio)				2 (100%)	2 (0)
commune	1 (8%)	3 (25%)	1 (8%)	7 (59%)	12
somme totale	1 (7%)	3 (22%)	1 (7%)	9 (64%)	14

* l'autre contient la demande de finir d'avoir seulement un certificat, celle de la rétraction et celle du rejet.

9) Cf. YOSHIDA Yoshiaki, "Chihoujichi to jūmin no kenri", p. 58.

10) Cf. YOSHIDA, *op. cit.*, p. 39.

IV Conclusion

Concernant la démocratie directe surtout la demande directe, il y a des problèmes de la délimitation d'un demandeur et d'un objet. Quand même, le taux d'abstention est élevé, et la crise de la démocratie indirecte est crainte, il semble nécessaire de créer la situation d'utiliser positivement ce système en prenant la mesure comme l'assouplissement, selon l'importance de la population, de la durée de recueillir des signatures et du nombre nécessaire de la signature lors de la demande, afin de compléter la lacune de l'institution de la démocratie indirecte, en plus d'élever la conscience de la participation à la politique des habitants.

(Département de l'éducation générale, Professeur adjoint, HASEGAWA Ken,
Droit constitutionnel)

(本学助教授)